

**Les
terrasses**

Respect du Règlement général d'occupation du domaine public.

Les documents sont à déposer en mairie ou à envoyer au service Commerce par mail à commerce@palavaslesflots.com .

**Les mobiliers et éléments divers de la
terrasse**

Respect du Règlement général d'occupation du domaine public.

Les documents sont à déposer en mairie ou à envoyer au service Commerce par mail à commerce@palavaslesflots.com .

**Vente
d'alcool**

Pour toute information complémentaire, merci de contacter le Service des Licences et Débits de boissons au 04 67 07 73 35 ou à envoyer au service Commerce par mail à commerce@palavaslesflots.com .

**Cerfas selon les types de
travaux**

Modifications (intérieur, façades, devantures, travaux de peinture, pose de baie vitrée, de rideau, de store...)

Respect du Règlement général d'occupation du domaine public.

Les documents sont à déposer en mairie ou à envoyer au service Commerce par mail à commerce@palavaslesflots.com .

**Pose ou remplacement d'enseigne perpendiculaire ou à
plat**

Respect du Règlement général d'occupation du domaine public.

Les documents sont à déposer en mairie ou à envoyer au service Commerce par mail à commerce@palavaslesflots.com .

**Plus
d'infos**



Commerces de proximité: Commerces de proximité

Adresse : Hôtel de Ville

16, Boulevard du Maréchal Joffre

BP 106 34250 Palavas-Les-Flots

Horaires : Du lundi au vendredi, de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h

Site ville

Site tourisme

Téléphone 04 67 07 73 35

Mail

Le Pays de l'Or vous propose geosphere :

L'Agglomération du Pays de l'Or vous propose **geosphere**, un service en ligne gratuit et accessible 7j/7 et 24h/24 pour vos démarches d'urbanisme.

L'Agglomération du Pays de l'Or propose pour toutes les communes du territoire un nouveau service en ligne qui permet de réaliser toutes vos démarches d'urbanisme de chez vous.

Simple, sécurisée, la dématérialisation facilite l'instruction des demandes d'autorisations d'urbanisme. Plus besoin de se déplacer en mairie ou de poster vos dossiers, il suffit de se connecter et de créer un compte sur **geosphere** .

Et toujours sur Servicepublic.fr :

Afin d'avoir des documents à jour, voici les informations consultables sur le site servicepublic.fr :

Dans quel cas doit-on recourir à un architecte ?

En règle générale, le recours à l'architecte est **obligatoire** pour élaborer les plans du dossier de permis de construire. **Dans certains cas**, ce recours n'est **pas exigé** pour les particuliers et les exploitants agricoles qui construisent ou modifient leurs constructions pour leur propre utilisation. En revanche, le recours à l'architecte est obligatoire pour les personnes morales.

À savoir

Le recours à un architecte n'est jamais obligatoire pour les projets soumis à déclaration préalable de travaux.

L'obligation de recourir à un architecte dépend du type de travaux. Le changement de destination d'un local ou d'un bâtiment peut aussi nécessiter le recours à un architecte.

L'obligation de recourir à un architecte dépend de la surface de plancher de la construction.

Le recours à un architecte est **obligatoire** pour la construction d'un bâtiment, comme une maison individuelle et dont la surface de plancher est supérieure à 150 m².

Attention

Lorsqu'un bâtiment est séparé d'autres bâtiments à même usage construits sur le même terrain, la surface de plancher à prendre en compte pour le calcul du seuil est uniquement celle du bâtiment pour lequel l'autorisation de construire est demandée.

Le recours à un architecte n'est **pas obligatoire** pour la construction d'un bâtiment, comme une maison individuelle et dont la surface de plancher est inférieure ou égale à 150 m².

Attention

Lorsqu'un bâtiment est séparé des autres bâtiments à même usage construits sur le même terrain, la surface de plancher à prendre en compte pour le calcul du seuil est uniquement celle du bâtiment pour lequel l'autorisation de construire est demandée.

L'obligation de recourir à un architecte dépend de la surface de plancher de la construction avant et après les travaux.

Le recours à un architecte est **obligatoire** pour des travaux sur une construction existante si sa surface de plancher avant les travaux dépasse déjà 150 m². C'est le cas pour une extension soumise à PC quelle que soit son importance (extension de plus de 40 m² en zone urbaine d'un PLU ou de plus de 20 m² en dehors).

Le recours à un architecte est **obligatoire** pour l'agrandissement d'une construction existante si la surface de plancher après travaux dépasse 150 m².

Le recours à un architecte n'est **pas obligatoire** pour l'agrandissement d'une construction existante si la surface de plancher après travaux est inférieure ou égale à 150 m².

Le particulier a l'obligation de recourir à un architecte pour agrandir une serre existante si ses dimensions après travaux dépassent une des limites suivantes :

4 m de hauteur du pied droit (montant vertical droit)

2 000 m² de surface de plancher

2 000 m² d'emprise au sol

Le permis de construire est exigé pour le changement de destination d'un local d'une construction qui s'accompagne de la modification **des structures porteuses ou la façade du bâtiment**.

L'obligation de recourir à un architecte dépend de la surface de la construction ou du local :

Le recours à un architecte est **obligatoire** si la surface de plancher de la construction ou du local est supérieure à 150 m².

Le recours à un architecte n'est **pas obligatoire** si la surface de plancher de la construction ou du local est inférieure ou égale à 150 m².

L'obligation de recourir à un architecte dépend du type de projet de construction. L'exploitant agricole peut être une personne physique ou une personne morale.

L'obligation de recourir à un architecte dépend du type de projet de construction :

L'obligation de recourir à un architecte dépend de la surface de plancher du bâtiment.

L'exploitant agricole a l'**obligation** de recourir à un architecte pour une construction à usage agricole lorsque la surface de plancher ou l'emprise au sol dépasse 800 m². Il en est de même pour les coopératives d'utilisation de matériel agricole.

L'exploitant agricole n'a **pas l'obligation** de recourir à un architecte pour une construction à usage agricole dont à la fois la surface de plancher et l'emprise au sol sont inférieures ou égales à 800 m². Il en est de même pour les coopératives d'utilisation de matériel agricole.

L'exploitant agricole a l'obligation de recourir à un architecte pour édifier une serre si ses dimensions dépassent une des limites suivantes :

4 m de hauteur du pied droit (montant vertical droit)

2 000 m² de surface de plancher

2 000 m² d'emprise au sol

Il en est de même pour les coopératives d'utilisation de matériel agricole.

L'obligation de recourir à un architecte dépend du type de construction :

L'obligation de recourir à un architecte dépend de la surface de plancher et de l'emprise au sol du bâtiment après les travaux.

L'exploitant agricole a l'obligation de recourir à un architecte pour agrandir une construction existante à usage agricole, si la surface de plancher ou l'emprise au sol après travaux dépasse 800 m². Il en est de même pour les coopératives d'utilisation de matériel agricole.

L'exploitant agricole n'a pas l'obligation de recourir à un architecte pour agrandir une construction existante à usage agricole, si la surface de plancher et l'emprise au sol après travaux sont inférieures ou égales à 800 m².

L'exploitant agricole a l'obligation de recourir à un architecte pour agrandir une serre existante si ses dimensions après travaux dépassent une des limites suivantes :

4 m de hauteur du pied droit (montant vertical droit)

2 000 m² de surface de plancher

2 000 m² d'emprise au sol

Il en est de même pour les coopératives d'utilisation de matériel agricole.

Une personne morale doit recourir aux services d'un architecte pour établir leur projet architectural **quel que soit le projet de construction ou de travaux.**

Urbanisme – BTP

Autorisations d'urbanisme

Certificat d'urbanisme (CU)

Permis de construire d'un bâtiment professionnel, commercial ou agricole

Permis de construire modificatif

Permis d'aménager

Permis de démolir

Travaux concernant un monument historique ou ses alentours

Installation d'une éolienne domestique ou agricole

Déclarations de travaux

Déclaration préalable

Déclaration de travaux à proximité de réseaux (DT-DICT)

Permis de stationnement et permission de voirie

Déclaration d'ouverture de chantier

Déclaration d'achèvement

Garantie décennale des constructeurs

Obtenir le label Reconnu Garant de l'Environnement (RGE)

Questions – Réponses

- Surface de plancher, emprise au sol et surface taxable d'une construction : quelles sont les règles de calcul ?
- Comment transformer un bureau ou un commerce en logement ?

Toutes les questions réponses

Et aussi...

- Permis de construire (PC)
- Transfert du permis de construire, du permis d'aménager ou d'une déclaration préalable de travaux
- Déclaration préalable de travaux (DP)

Pour en savoir plus

- Ordre des architectes
Source : Ordre des architectes

Où s'informer ?

- Pour des renseignements sur le plan local d'urbanisme ou sur votre dossier de permis de construire :
Mairie
- Pour des renseignements sur le plan local d'urbanisme ou sur votre dossier de permis de construire à Paris :
Paris : Bureau accueil et service à l'usager (Basu)
- Pour des informations sur les règles d'urbanisme en fonction de l'architecture globale de votre secteur :
Conseil d'architecture, d'urbanisme et d'environnement (CAUE)

Textes de référence

- Code de l'urbanisme : articles L431-1 à L431-4
Cas de recours obligatoire
- Code de l'urbanisme : article R*431-2
Recours obligatoire et dérogations
- Circulaire du 3 février 2012 relative au respect des modalités de calcul de la surface de plancher des constructions
Notion de surface de plancher et d'emprise au sol



**Ville de
Palavas-les-Flots**

Mairie de Palavas-les-Flots

Horaires : Du lundi au vendredi de 8h30 à 12h et de 13h30 à 17h.

Adresse : 16 Boulevard Maréchal Joffre – BP 106 – 34250 Palavas-les-Flots

Tél. : 04 67 07 73 00